

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

**DE L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE
KAOLACK**

MAI 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II- DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
HTT	Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 -Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à qui ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

La revue de conformité a porté **sur un échantillon assez représentatif (en conformité avec les exigences des TDR)**, composé de :

. **AOO** (07 marchés sur 07 sont examinés soit : **100%**)

. **DRP** (05 marchés sur 05 sont examinés soit : **100%**)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCEL**)

Par ailleurs, il faut noter que le cabinet a utilisé des **logiciels appropriés** pour **une meilleure qualité de ses analyses** concernant les tableaux et graphiques des échantillonnages effectués(**voir ci-après !**).

La valeur ajoutée qui en découle est que des commentaires sont faits sur la qualité des taux de couverture des marchés examinés, d'une part et d'autre part sur la qualité de la représentativité de l'échantillon pris globalement et par mode de passation.

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK s'est conformé, dès l'avènement du nouveau code des marchés publics (**en 2007**), en mettant en place tous ses organes de passation des marchés, à savoir :Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes del'article 35 du code**).

La Commission des Marchés est instituée par note de service n°00459/MSP/CHR-EIN/DIR/sd du 19 Avril 2011.

La Cellule des est mise en place est mise en place par note de service n° 1005/MSP/CHR-EIN/sd du 24 Décembre 2010 portant sa création et sa composition.

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 –Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission , ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés , objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	7	201.040.415	7	201.040.415	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	5	64.708.360	5	64.708.360	100,00	100,00
TOTAL	12	265.748.775	12	265.748.775		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Le centre hospitalier de KAOLACK dispose de tous les documents prouvant l'existence d'une cellule de passation des marchés

1.3.3 - Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Globalement, les A.O ont été correctement passés malgré la non existence d'une CPM, car les avis d'attribution sont convenablement publiés.

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

Rien à signaler.

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres**

Globalement, la préparation des dossiers d'appels d'offres se fait selon les règles édictées par le CMP, cependant aucun moyen de contrôle du respect ou non des délais réglementaires de convocation des Membres de la C.M.

Il ressort de ce qui précède qu'un sérieux problème d'archivage des documents se pose au niveau de cette structure.

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

Rien à signaler.

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a) Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.
- c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.
- d) **Recherche documentaire et investigations** diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :
 - Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
 - Les Etats d'exécution budgétaire.
 - Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
 - Les Extraits de grands livres.
 - Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
 - La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
 - Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
 - L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- ✚ L'A.O.O est National ou International ?
- ✚ L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma » en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?

- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à postériori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !

Organisation de séances de restitution, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.

Elaboration de rapports individuels (versions définitives) pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR)

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- ✚ La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- ✚ Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit **(conformément aux TDR) :**

- Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%.**
- Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**

- c. Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants.....: **25%**
- d. Marchés passés par Entente Directe et
A.O.R.....: **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

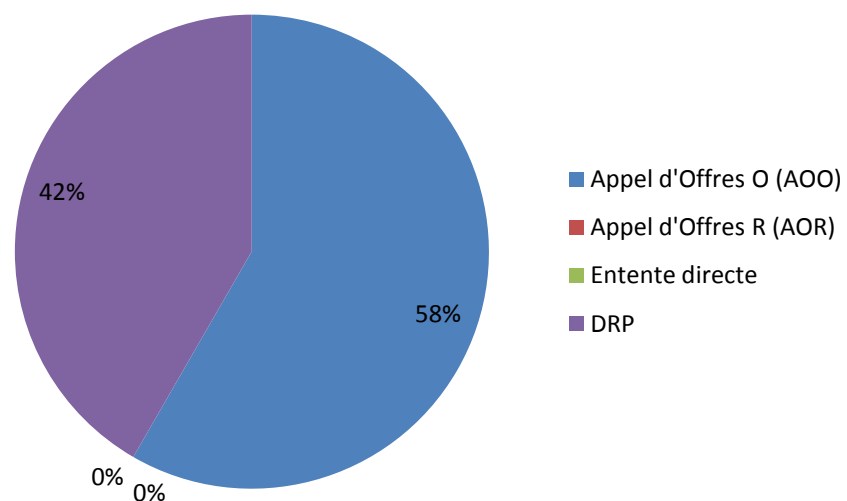
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles.

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu.

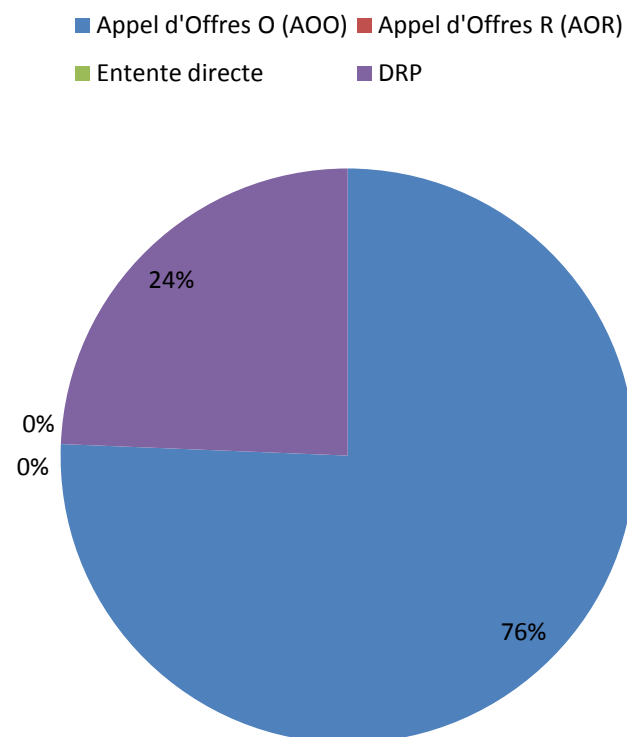
Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	7	201.040.415	7	201.040.415	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	5	64.708.360	5	64.708.360	100,00	100,00
TOTAL	12	265.748.775	12	265.748.775		

CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN NOMBRE

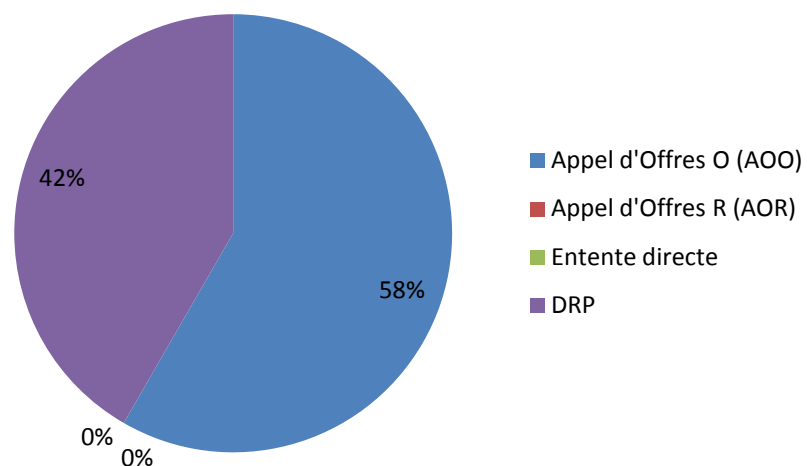


MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN VALEUR

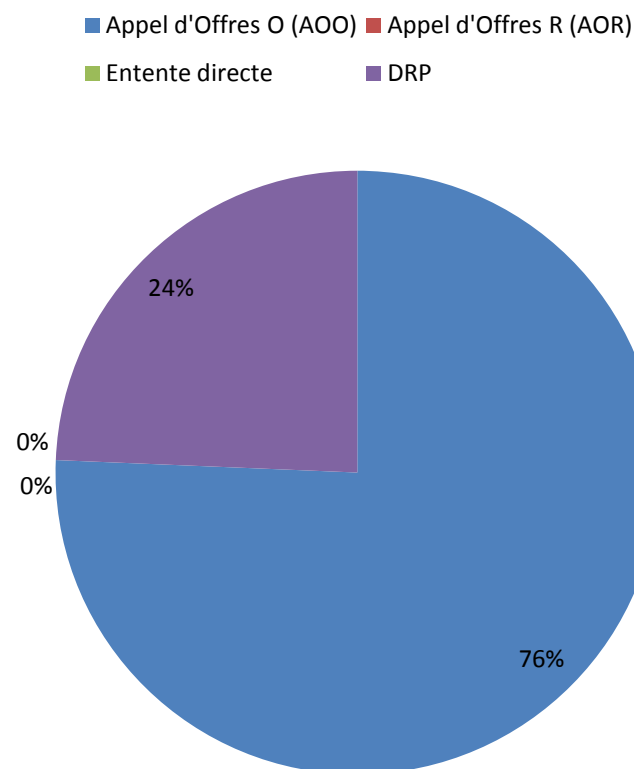


CARTOGRAHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

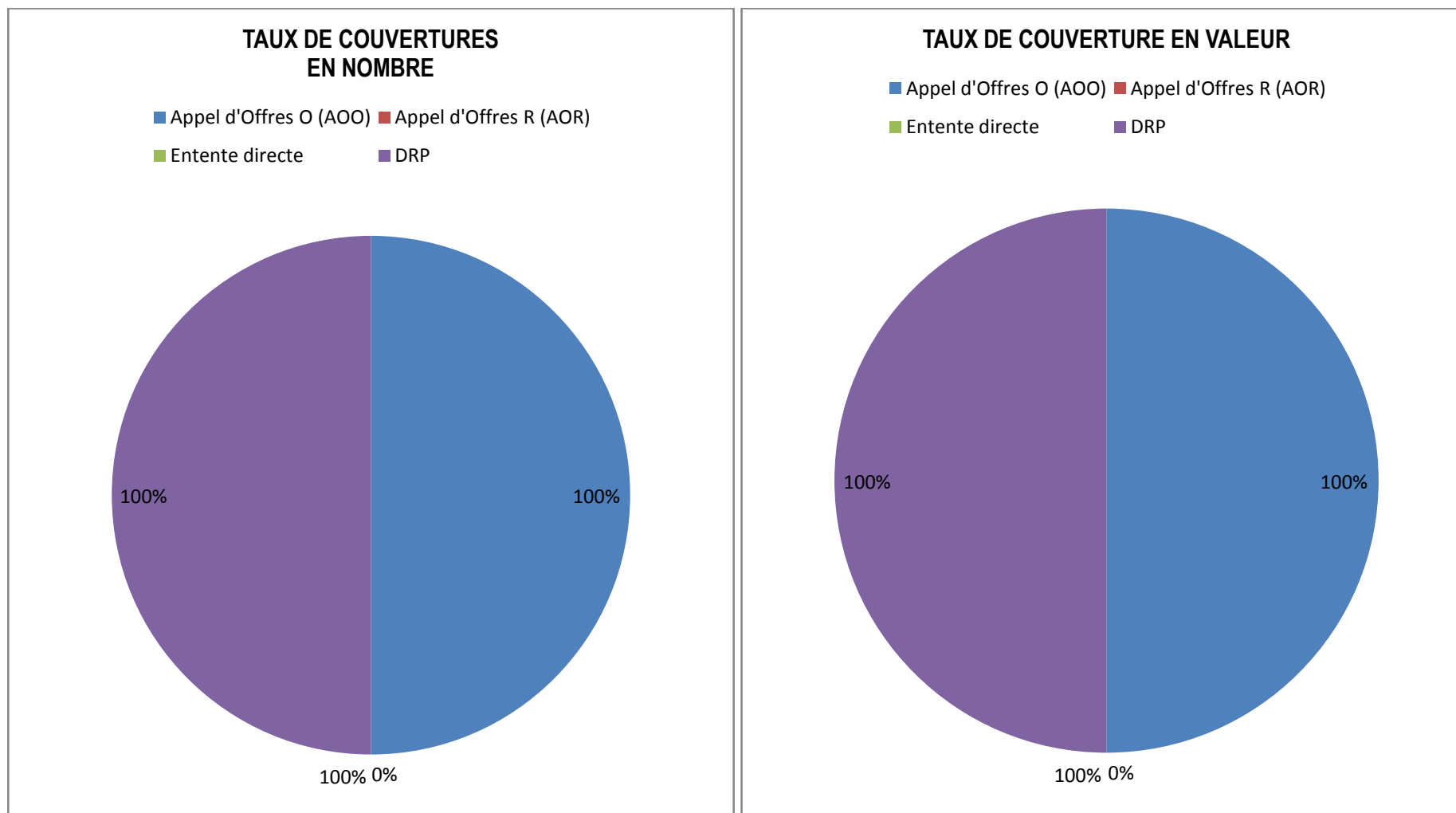
**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN NOMBRE**



**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN VALEUR**



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue, s'est manifesté comme suit :

- **A.O.O (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR, soit : 15%)**
- **D.R.P (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR, soit : 25%)**

. Le taux moyen pondéré de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés, est calculé comme suit (voir les graphiques ci-dessus qui se révèlent assez illustratifs de l'analyse ci-après) :

- **A.O.O (58% en nombre et 76% en valeur)**
- **D.R.P (42% en nombre et 24% en valeur)**

NOTA BENE : Cet échantillonnage a fait l'objet de **TABLEAUX SYNTHETIQUES** qui ont été élaborés pour chaque marché retenu dans l'échantillon défini ci-dessus, en fonction des modes de passation : A.O.O, D.R.P (**voir le chapitre VI : DOCUMENTS ANNEXES !**). Ces tableaux visualisent, de façon synoptique, les différents points de vérification retenus à l'audit, avec les appréciations spécifiques à chaque étape de la procédure ainsi que l'appréciation globale pour chaque marché audité !

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe.**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés**(par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK**, d'autre part .

Il s'y ajoute que L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK est assujetti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DUMINISTRE DEL'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACKEN VERTUDE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DUMINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK est un Etablissement Public de Santé ; à ce titre, les conditions d'approbation de ses Marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 150.000.000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
Montant du marché est supérieur ou égal à 150.000.000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

SANS OBJET

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

Le coordonnateur de la C.P.M a mis en place des mesures pratiques susceptibles de favoriser un fonctionnement adéquat de la C.P.M, à savoir :

- a) le renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique
- b) l'envoi systématique en revue a priori, auprès de la DCMP, de tous marchés passés par A.O (quelque soient leurs montants)
- c) établit régulièrement à la date du 31 mars de chaque année son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés de L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK a été instituée par note de service n°000459/MSP/CHR-EIN/DIR/sd du 19/04/2011.

Les membres titulaires :

1. Monsieur Abdoulaye SENE, chef du service administratif et financier,
Président

2. Docteur Moustapha DIAKHTE, pharmacien, membre
3. Monsieur Diawoyé DIALLO, Agent comptable particulier, membre
4. Amadou TOURE, comptable matière, membre
5. Monsieur Thierno Barro DIALLO, documentaliste, représentant du contrôle financier, membre,
6. Monsieur Abdoul TALL, Gestionnaire, représentant du Ministère de la santé et de la Prévention, membre

Les membres suppléants :

1. Monsieur Aliou THIAM, responsable de la division de Maintenance, suppléant
2. Monsieur Birane TOUNKARA, Econome, suppléant
3. Monsieur Mathieu DIAMACOUNE, Technicien de maintenance, suppléant
4. Madame Fatou SENGHOR, Comptable des matières, suppléants
5. Monsieur Serigne SANKHE, secrétaire d'administration, représentant du contrôle financier, suppléant,
6. Monsieur Maurice DASILVA, Gestionnaire, représentant du Ministère de la santé et de la prévention, suppléant

Le rapporteur

1. Monsieur Modou MBENGUE, chef de la cellule des marchés

b) CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés de L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK a été instituée par note de service n°1005/MSP/CHR-EIN/DIR/sd du 24/12/2010.

Elle est composée ainsi qu'il suit :

1. Monsieur Modou MBENGUE, cadre de gestion, matricule de solde n°917.28/L, chef de la cellule des marchés dudit centre
2. Monsieur Abib NGOM, Informaticien, matricule de solde n°917.375/N, responsable du local technique informatique, est membre de la cellule.

c) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Un modèle d'attestation de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de Marchés publics pour l'ensemble des membres de la cellule des marchés nous a été communiqué. Ces différentes attestations ont été signées le 04/01/2011 par les dits membres.

d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le plan de passation des marchés 2011 de L'HOPITAL EL HADJI IBRAHIMA NIASSE DE KAOLACK a été transmis à la DCMP par la note de service **n°0049/MSP/CHR-EIN/DIR/CM/sd du 27/01/2011** (courrier n°00592 DCMP Pole de Kaolack)

Le PPM N°1006/MSP/CHR-EIN/sd du **29 Décembre 2010** comportant **18 marchés (6 AO, 12 DRP)**, a été complété par le **plan général complémentaire de passation des marchés n°00083/MSP/CHR-EIN/sd du 07 Février 2011** comportant un AO relatif aux **travaux de Réhabilitation des bâtiments**, et le **plan général complémentaire de passation des marchés n°538/MSP/CHR-EIN/sd du 13 Avril 2011** comportant une DRP relative aux **travaux de raccordement au réseau électrique local de la centrale d'oxygène médicale**.

e) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des marchés a été publié dans le journal « Populaire » du Mardi 11 Janvier 2011.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

La cellule de passation des marchés est composée ainsi qu'il suit :

1. Monsieur Modou MBENGUE, cadre de gestion, matricule de solde n°917.28/L, chef de la cellule des marchés dudit centre

2. Monsieur Abib NGOM, Informaticien, matricule de solde n°917.375/N, responsable du local technique informatique, est membre de la cellule.

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de la Régulation ?

Aucun recours n'a été enregistré durant la Gestion 2011.

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Nous n'avons pas noté de carence sévère documentaire durant la gestion 2011.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

Rien à signaler.

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

Aucun fractionnement n'a été décelé.

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

a) APPEL D'OFFRES^{n°} 001F/11 relatif à la FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES :

➤ **lot 1 (poisson frais)**

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ TOUBA MULTISERVICES avec un montant de P.U : 9.000 F CFA TTC/KG

2/ ETS YAYE COUMBA avec un montant de P.U : 11.100 F CFA TTC/KG

Après examen technique, seule la candidature de TOUBA MULTISERVICESa été jugée conforme et retenue.

L'offre de l'autre candidat ETS YAYE COUMBAa été jugée non conforme

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **28/04/2011** et la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

➤ **lot 2 (pain)**

A l'ouverture des plis, **une (01) offre a été reçue** du candidat suivant :

1/ BOULANGERIE KHEUWEUL GUI avec un montant de : 150 F CFA TTC/ UNITE

Après examen technique, la candidature de BOULANGERIE KHEUWEUL GUIa été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **28/04/2011** et la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier

➤ **lot 3 (DENREES DE 1ERE NECESSITE)**

A l'ouverture des plis, **une (01) offre a été reçue** du candidat suivant :

1/ ETS YAYE COUMBA avec un montant de : 323.190 F CFA TTC

Après examen technique, la candidature d'ETS YAYE COUMBA a été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **28/04/2011** et la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier.

➤ **lot 4 (VIANDE DE BOEUF)**

A l'ouverture des plis, **une (01) offre a été reçue** du candidat suivant :

1/ WALY BA avec un montant de: 2.000 FCFA TTC (avec os) et 2.500 FCFA TTC

Après examen technique, la candidature de WALY BA a été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **28/04/2011** et la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier.

➤ **lot 5 (LEGUMES ET CONDIMENTS)**

A l'ouverture des plis, **une (01) offre a été reçue** du candidat suivant :

1/ ETS YAYE COUMBA avec un montant de :49.825 F CFA TTC

Après examen technique, la candidature d'ETS YAYE COUMBA a été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **28/04/2011** et la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier.

b) APPEL D'OFFRES (AAO n°001S/11) pour PRESTATIONS DE GARDIENNAGE

A l'ouverture des plis, **Trois (03) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1 / AKS avec un montant de :70.000 F CFA HT

(Le montant de l'offre mensuelle de la société AKS est de 70.000 F HT par gardien et pour 12h pour 24 gardiens)

2/ CSSA avec un montant de :2.265.600 FCFA TTC

3/ ASEP avec un montant de :2.407.200 FCFA TTC

Après examen technique, seule la candidature de CSSA a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats AKS et ASEP ont été jugées non conformes. L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **17/03/2011** et la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

c) APPEL D'OFFRES (AAO n°002S/11) pour PRESTATION DE NETTOIEMENT

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ SENET LA BONNE AFFAIRE avec un montant de : 2.500.000 F CFA HT

2/ ETS YAYE COUMBA avec un montant de :1.750.000 F CFA TTC

Après examen technique, seule la candidature d'ETS YAYE COUMBA a été jugée conforme et retenue. L'offre de l'autre candidat SENET LA BONNE AFFAIRE a été jugée non conforme. L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **17/03/2011** et la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de

candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

d) APPEL D'OFFRES (AAO n°003F/10) pour FOURNITURE DE GAZ MEDICAUX

A l'ouverture des plis, deux (02) offres ont été reçues des candidats suivants :

1/ SAHEL GAZ avec un montant de : MIN : 15.298.500 FCFA MAX : 34.909.500 FCFA

2/ AIR LIQUIDE avec un montant de : MIN : 16.630.080 FCFA MAX : 37.025.660 FCFA

Après examen technique, seule la candidature de SAHEL GAZ a été jugée conforme et retenue. L'offre de l'autre candidat AIR LIQUIDE a été jugée non conforme. L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du **12/04/2010** la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

e) APPEL D'OFFRES relatif à la FOURNITURE D'ATELIER

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ NFS TA AKATOU ALALAH avec un montant de :

Lot n°1: MIN: 5.784.375 FCFAMAX: 11.474.475 FCFA

Lot n°2: MIN: 9.642.300 FCFA MAX: 19.440.500 FCFA

Lot n°3: MIN: 10.189.900 FCFAMAX: 20.250.050 FCFA Lot n°4: MIN: 3.347.500

FCFAMAX: 7.775.000 FCFA

Lot n°5: MIN: 1.475.900 FCFA MAX: 11.474.250 FCFA

Lot n°6:

MIN: 2.600.000 FCFAMAX: 7.750.000 FCFA

2/ SEN CADICET SARL avec un montant de :

Lot n°1 : MIN: 6.001.008 FCFAMAX: 12.308.226 FCFA

Lot n°2: MIN: 9.960.437 FCFAMAX: 19.301.614 FCFA

Lot n°3: MIN: 10.878.467 FCFA MAX: 21.313.844 FCFA

Lot n°4: MIN: 3.201.576 FCFA MAX: 6.403.152 FCFA

Lot n°5: MIN: 13.852.435 FCFAMAX: 27.506.631 FCFA

Lot n°6: MIN: 2.308.080 FCFA MAX: 6.102.960 FCFA

Après examen technique, seule la candidature de NFS TA AKATOU ALALAHla été jugée conforme et retenue.

L'offre de l'autre candidat SEN CADICET SARLa été jugée non conforme. L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du 20/01/2011 la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

f) APPEL D'OFFRES relatif à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES (lot 1, 2, 3, 4, 7)

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ **DRP** avec un montant de : Lot n°1 : 2.464.750 F / HT

Lot n°2: 2.254.800F / HT

Lot n°3: 3.700.600F / HT

Lot n°4: 689.200 F / HT

Lot n°7: 10.414.000 F / HT

2/ **DIAHANOR** avec un montant de : Lot n°4: 4.408.876 F/ HT

Lot n°8: 1.864.365 F/ HT

Après examen technique, seule la candidature de DRP a été jugée conforme et retenue.

L'offre de l'autre candidat DIAHANOR a été jugée non conforme. L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du 20/01/2011, la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

g) APPEL D'OFFRES n° 01T/11 relatif à CHANTIER CHIRURGIE /REANIMATION et FOURNITURE D'ATELIER/ELECTRITE

➤ **Lot 4 : CHANTIER CHIRURGIE**

A l'ouverture des plis, deux (03) offres ont été reçues des candidats suivants :

1 / ETS MOUSSA GAYE avec un montant de : 13 690 000 F CFA

2/ ETS S NAURY GAYE avec un montant de : 21 348 472F CFA

3/ ETS SYLLA ET FRERE avec un montant de : 14 487 590F CFA

Après examen technique, seule la candidature d'ETS MOUSSA GAYE a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ETS S NAURY GAYE et ETS SYLLA ET FRERE ont été jugées non conformes

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du 24/10/2011, la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

➤ **Lot 2 : CHANTIER MATERNITE**

A l'ouverture des plis, **Trois (03) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1 / ETS MOUSSA GAYE avec un montant de : 13 085 900 F CFA

2/ ETS S NAURY GAYE avec un montant de : 23 395 211F CFA

3/ ETS SYLLA ET FRERE avec un montant de : 16 835 400F CFA

Après examen technique, seule la candidature d'ETS MOUSSA GAYE a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ETS S NAURY GAYE et ETS SYLLA ET FRERE ont été jugées non conformes.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du 24/10/2011 la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier. L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

➤ **Lot 1 : ELECTRICITE**

A l'ouverture des plis, **Trois (03) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1 / SEN-CADUCET SARL avec un montant de : 19 245 000 F CFA

2/ ETS MOUSSA GAYE avec un montant de : 7 589 500F CFA

3/ ETS SYLLA ET FRERE avec un montant de : 11 599 400F CFA

Après examen technique, seule la candidature d'ETS SYLLA ET FRERE a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats SEN-CADUCET SARL et ETS MOUSSA GAYE ont été jugées non conformes.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du 24/10/2011 la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier

L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

➤ **Lot 3 : ETANCHEITE**

A l'ouverture des plis, Quatre (04) offres ont été reçues des candidats suivants :

1/ SEN-CADUCET SARL avec un montant de : 16 501 365 F CFA

2/ ETS MOUSSA GAYE avec un montant de : 42 640 850 F CFA

3/ ETS SYLLA ET FRERE avec un montant de : 42 293 120 F CFA

4/ ETS S NAURY GAYE avec un montant de : 23 865 681 F CFA

Après examen technique, seule la candidature de SEN-CADUCET SARL a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ETS SYLLA ET FRERE, ETS S NAURY GAYE et ETS MOUSSA GAYE ont été jugées non conformes.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « **LE POPULAIRE** » du 24/10/2011 la lettre de notification n'a pas été fournie dans le dossier

L'avis de rejet de candidature envoyé au candidat non retenu n'a pas été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

h) DRP pour FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMABLES INFORMATIQUES

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°00686/MSP/CHR-EIN/CM/DIR/sd du **15/06/2011** avec un délai de préparation de 20 JOURS SOIT DU 15/06/2011 AU 04/07/2011

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE MAME DIARRA BOUSSO**
- 2/ GIE DIAPANDAL**
- 3/ SERIGNE NAURY GAYE**
- 4/ SENGALAISE DE FOURNITURE ET DE NETTOIEMENT**
- 5/ GIE LA VALLEE**

Les offres reçues sont les suivantes :

- 1/ GIE MAME DIARRA BOUSSO : 1 302 635 F CFA/TTC**
- 2/ GIE DIAPANDAL: 1 325 665 F CFA/TTC**
- 3/ SERIGNE NAURY GAYE :1 307 190 F CFA/TTC**
- 4/ SENGALAISE DE FOURNITURE ET DE NETTOIEMENT: 1 316 010 F CFA/TTC**
- 5/ GIE LA VALLEE : 1 328 765 F CFA/TTC**

Après examen technique, seule la candidature de SERIGNE NAURY GAYE a été jugée conforme et retenue.

i) DRP pour TRAVAUX DE RACCORDEMENT DE LA CENTRALE D'OXYGENE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation **N687/MSP/CHR-EIN/CM/DIR/sd/du15/06/2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ CARREFOUR MEDICAL**
- 2/ CENTEC**
- 3/ MUSE**
- 4/ SONERCO**
- 5/ INTERNATIONAL EQUIPEMENT**

Les offres reçues sont les suivantes :

- 1/ CARREFOUR MEDICAL : 17 653 980 F CFA**
- 2/ CENTEC: 20 945 000F CFA**
- 3/ MUSE : 18 430 420 F CFA**
- 4/ SONERCO : 17 778 470 F CFA**
- 5/ INTERNATIOAL EQUIPEMENT : 20 437 600 F.CFA**

Après examen technique, l'offre de CARREFOUR MEDICAL a été jugée conforme et retenue.

j) DRP pour FOURNITURES DE PRODUITS D'ENTRETIEN

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°00688/MSP/CHR-EIN/CM/DIR/sd du **15/06/2011** avec un délai de préparation de 20 JOURS SOIT DU 15/06/2011 AU 04/07/2011. Les candidats consultés sont les suivants :

1/ Mobilia

2/ Office Roum

3/ GDIF

4/ ESPRESEM

5/ Ets ADJafa

Les offres reçues sont les suivantes :

1/ Mobilia : 212 000 F CFA/TTC

2/ Office Roum : 239 480 F CFA/TTC

3/ GDIF : 238 925 F CFA/TTC

4/ ESPRESEM : 228 910 F CFA/TTC

5/ Ets ADJafa : 234 800 F CFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature de MOBILIA a été jugée conforme et retenue.

k) DRP pour FOURNITURES D'HABILLEMENT DU PERSONNEL

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°00972/MSP/CHR-EIN/SAF du **15/09/2011** avec un délai de préparation de 12 JOURS SOIT DU 15/09/2011 AU 26/09/2011

Les candidats consultés sont les suivants :

1/ AFMI SERVICE

2/ CASA CONFECTION SERVICE

3/ TAMBA UNIFORMES ET SERVICES

4/ LA GENERALE CONFECTION SERVICE

5/ ETS ALIOUNE OUMAR TALL

Les offres reçues sont les suivantes :

1/ AFMI SERVICE : 8 179 170 F CFA/TTC

2/ CASA CONFECTION SERVICE : 8 585 680 F CFA/TTC

3/ TAMBA UNIFORMES ET SERVICES : 7 954 380 F CFA/TTC

4/ LA GENERALE CONFECTION SERVICE : 9 017 560 F CFA/TTC

5/ ETS ALIOUNE OUMAR TALL : 9 017 560 F CFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature de TAMBA UNIFORMES ET SERVICES a été jugée conforme et retenu

1) DRP pour FOURNITURES D'IMPRIMES

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°00685/MSP/CHR-EIN/CM/DIR/sd du **15/06/2011** avec un délai de préparation de **20 JOURS SOIT DU 15/06/2011 AU 04/07/2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

1/ Ets Tamsir SY

2/ Imprimerie Baye SOW

3/ Imprimerie DIACK

4/ GIE Liyène

5/ GIE Mafatioul BISRI

Les offres reçues sont les suivantes :

1/ Ets Tamsir SY : 176 988 F CFA/TTC

2/ Imprimerie Baye SOW : 172 363 F CFA/TTC

3/ Imprimerie DIACK : 161 259 F CFA/TTC

4/ GIE Liyène: 189 939 F CFA/TTC

5/ GIE Mafatioul BISRI : 186 481 F CFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature d'Imprimerie DIACK a été jugée conforme et retenue.

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

Carrefour Médical figure dans le plan de passation complémentaire n°538 transmis à la DCMP par B.E n° 540/MSP/CHR-EIN/saf/mdt du 12 mai 2011 et après examen technique son offre a été jugé conforme et moins disant. Cependant, les dépenses de 17 653 980 F CFA attribuées à Carrefour Médical font bien l'objet d'un marché.

Pour SHELL NOIROU, nous rappelons que le carburant conformément au code des marchés ne fait pas l'objet de passation.

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à **l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

RAS

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

RAS

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

Les candidats non retenus pour les DRP n'ont pas fait des recours (qui seraient pénalisants pour les délais !) malgré que l'Hôpital de KAOLACK ne les ait pas informés, cela peut être dû à une méconnaissance actuelle, des candidats, de leurs droits

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Les candidats non retenus pour les DRP n'ont pas fait des recours (qui seraient pénalisants pour les délais !) malgré que l'Hôpital de KAOLACK ne les ait pas informés, cela peut être dû à une simple méconnaissance actuelle, des candidats, de leurs droits.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE**4.2.5.1- Rappels succincts**

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

SANS OBJET

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

SANS OBJET

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES**4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation**

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45Jours pour A.O internationaux et A.O en 02étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : DP, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91**(attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure dePassation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

RAS

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Le Chef de Service Administratif et Financier transmet le bon de commande titulaire du marché, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Le fournisseur envoie le bon de livraison à la commission de réception qui transmet les factures en quatre (04) exemplaires au secrétariat de Direction.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le Directeur impute la facture au Chef de Service Administratif et Financier qui, à son tour, l'impute au comptable matière qui établit le Procès-verbal de réception en renseignant ses livres journaux. La facture est ainsi transmise à l'économe pour liquidation et établissement

du mandat de paiement par le visa du contrôleur de gestion. Le Directeur procède à l'ordonnancement de la facture et transmet la liasse à l'agent comptable pour prise en charge comptable et paiement.

4.3.1.1- Concernant les engagements

Le Service Financier notifie au titulaire concerné le marché définitivement attribué et immatriculé ou le bon de commande, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Le titulaire du marché assure le service fait dans les conditions satisfaisantes de quantité et de qualité

La Commission chargée des réceptions établit la fiche de réception ou vise le bordereau de livraison

Le Service Dépensier, sur la base de l'ensemble des documents de marchés, vérifiés conformes, procède à la certification des factures en bonne et due forme en vue de la liquidation.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le Service Financier fait la liquidation et procède au mandatement, après avoir vérifié l'ensemble des pièces justificatives concernant notamment la conformité des factures, la qualité et la quantité des prestations commandées comparées à celles livrées.

La personne responsable du marché, signe le document de mandatement, envoie l'original aux services du Ministère de l'Economie et des Finances chargés du règlement de la facture. Une copie des documents de paiement est conservée au Service Financier.

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil**SANS OBJET****4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement****SANS OBJET****4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime****SANS OBJET****4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études****SANS OBJET****CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION****5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES****5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage****RAS****5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants****RAS****5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori**

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) Les constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction. D'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait du être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)

- b) Les risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement. Et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, Industrie, etc.)

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

RAS

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

L'hôpital de Kaolack doit se conformer strictement à la réglementation applicable en matière de DRP, quel que soient les montants des achats, notamment en ce qui concerne le mode de saisine des candidats à inviter, les modalités d'attribution et d'information des soumissionnaires non retenus.

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

Aucun prestataire, quelque soient les contraintes qui pèsent sur l'A.C (à l'exception des motifs d'E.D), ne doit bénéficier d'un marché public sans la mise en œuvre des procédures appropriées de passation des marchés (y compris les DRP de tous montants).